

Je crois que le lancement d'une nouvelle série de négociations élargies à l'OMC est inéluctable et dans l'intérêt du Canada. Parallèlement aux négociations prescrites sur l'agriculture et les services, qui se dérouleront ces prochains mois, nous travaillerons à établir un vaste consensus pour que soient lancées et menées à bien d'autres négociations sur toute une série de questions importantes pour les exportateurs canadiens. Nous devons aussi faire encore en sorte que les objectifs du Canada en matière de commerce, de développement et de politique étrangère continuent de favoriser un contexte économique international propice à la croissance durable des pays développés et en développement.

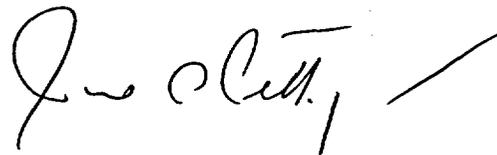
Par ailleurs, nous devons reconnaître que beaucoup de personnes s'inquiètent sérieusement, souvent à juste titre, de l'incidence des accords internationaux de commerce sur d'autres questions importantes comme l'environnement, la culture, le travail et les droits de la personne. Nous ne pouvons compter sur l'OMC pour résoudre tous les problèmes. Il faut absolument que les grands organismes internationaux, le Fonds monétaire international, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'Organisation internationale du travail et le Programme des Nations Unies pour l'environnement par exemple, fonctionnent comme un véritable système et non chacun de leur côté, sans coordination aucune.

En attendant, le gouvernement continue de chercher des débouchés pour les exportations canadiennes et d'améliorer les débouchés existants par divers moyens, qui sont exposés dans le présent rapport. Nous poursuivrons nos objectifs en lançant une série d'initiatives multilatérales, régionales et bilatérales harmonisées. Ainsi, sur le plan multilatéral, nous nous concentrerons sur les négociations amorcées récemment sur l'agriculture et les services, et nous tâcherons d'amener d'autres pays encore, comme la Chine, à adhérer à l'OMC. Sur le plan régional, le projet de la Zone de libre-échange des Amériques augure très bien de la libéralisation du commerce à l'échelle de notre hémisphère. Sur le plan bilatéral, les négociations avec l'Association européenne de libre-échange sont très avancées et nous espérons être en mesure de signer un accord de libre-échange d'ici quelques mois. Nous sommes également prêts à envisager de conclure des accords de libre-échange avec d'autres pays, si le Canada y trouve son intérêt. À titre d'exemple, le premier ministre Chrétien et le président

du Costa Rica ont convenu en janvier que nous amorcerions des entretiens pour explorer la possibilité d'entreprendre des négociations de libre-échange afin de donner aux entreprises canadiennes un avantage concurrentiel au Costa Rica, pays en pleine expansion économique. Enfin, nous accorderons notre attention en priorité à notre plus grand partenaire commercial, les États-Unis, afin de soutenir la croissance de nos exportations.

Pour terminer, je voudrais souligner que le gouvernement du Canada tient à poursuivre avec les Canadiens un dialogue constant sur les questions de commerce. Le présent rapport a pour objet non seulement de renseigner le public sur des questions qui lui importent, mais encore d'inciter les lecteurs à réfléchir et à s'exprimer. Je vous invite donc à nous faire part de vos réflexions sur la mondialisation du commerce. Pour vous faciliter les choses, nous avons mis au point des outils qui complètent le présent rapport, notamment un site Web « Négociations et accords commerciaux » où sont exposés tous les faits nouveaux concernant le Programme de la politique commerciale du Canada. Je vous invite à nous communiquer vos commentaires par l'entremise de ce site. Unissons nos efforts pour promouvoir les intérêts du Canada et la prospérité de tous les Canadiens.

Le ministre du Commerce international,



Pierre S. Pettigrew